

important d'entre eux, le crédit additionnel de 60 millions de francs accordé à la protection civile vient d'être augmenté car la plupart des ouvrages de protection civile sont intégrés à des édifices civils, écoles ou bâtiments administratifs et à un grand nombre de constructions en cours, ce qui exige des subventions de la part du département. C'est la raison pour laquelle il faut s'attendre, même pour 1988, à atteindre 80 millions de francs. C'est donc une bonne précaution que de prévoir ces 60 millions de francs.

Voilà pourquoi le Conseil fédéral nous a proposé ce crédit supplémentaire. La Commission des finances, à l'unanimité, vous propose d'approuver ces demandes et je souhaite que notre conseil les approuve aussi.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2 und 3

Titre et préambule, art. 1, 2 et 3

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

88.052

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1989

Budget de la Confédération 1989

Bericht, Botschaft und Beschlussentwurf vom 3. Oktober 1988
Rapport, message et projet d'arrêté du 3 octobre 1988
Bezug durch die Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale, Bern
S'obtiennent auprès de l'Office central fédéral des imprimés et du matériel, Berne

Beschluss des Nationalrates vom 1. Dezember 1988
Décision du Conseil national du 1er décembre 1988

M. Ducret, rapporteur: Une petite explication quant au côté disparate – qui sera tout de même excellent, je l'espère – de l'exposé d'entrée en matière. Il m'a, en effet, été impossible d'assister à la séance de la Commission des finances et c'est M. Schönenberger, ancien président de cette commission, qui a bien voulu en assumer la présidence. C'est donc lui qui fera le rapport et je le remercie d'ores et déjà pour ce qu'il a déjà fait et pour ce qu'il va faire excellemment, j'en suis sûr, ce matin.

Il faut aussi que je remercie les membres de la Commission des finances ainsi que les membres des sous-commissions qui ont fait un excellent travail et plusieurs d'entre eux vont nous présenter, tout à l'heure, des rapports sur les différents départements. Il faut aussi remercier les collaborateurs de la Commission des finances, notamment MM. Bucher et Ayer. Ils préparent notre travail, ils complètent les renseignements dont nous avons besoin, ils sont très réellement des éléments importants des travaux des députés du Conseil des Etats. Il est certain que nous faisons un meilleur travail, grâce à leur collaboration, que nous ne pourrions faire si nous étions seuls. C'est un travail difficile qui doit permettre à ce conseil de décider dans de bonnes conditions au sujet d'un élément important qu'est le budget de la Confédération.

Je voudrais, comme je l'avais fait lors des comptes rendus, souligner, une fois de plus, que nous sommes dans un heureux pays qui peut présenter un budget extrêmement favorable. C'est probablement le seul pays industrialisé qui peut présenter un budget d'une telle qualité.

Nous essayons dans les cantons – les communes font la même chose – de présenter des budgets équilibrés. C'est le cas de ce budget, qui présente un bénéfice bien que, dans le compte financier, nous ayons peut-être un léger déficit; mais il faudra encore voir les résultats. Ainsi nous proposons au vote un budget de très bonne qualité.

Le premier projet, qui avait été soumis aux deux commissions des finances, a été accueilli avec plusieurs réserves. En effet, il y avait des recettes pour 28 milliards, des dépenses pour 27,8 milliards, un excédent de recettes de 202 millions mais les Chambres ont constaté que l'augmentation de 7 pour cent était trop élevée bien qu'en partie elle s'expliquât par le fait qu'il y avait une indemnité pour la non-réalisation de Kaiseraugst de 350 millions, en raison des intempéries pour 180 millions, et pour les pièces d'or commémoratives du 700e anniversaire de la Confédération, à raison de 87 millions.

D'ailleurs, il est assez curieux de voir que l'on inscrive ces 87 millions dans les dépenses actuelles puisque les pièces seront vendues, à moins que le Conseil fédéral décide de les donner! Je crois que ce n'est pas le cas. Donc, à un moment donné, il y aura une rentrée certainement supérieure à ces 87 millions. Mais 617 millions viennent grever ce budget 1989, une somme importante qui a incité les députés au Conseil national ainsi que ceux du Conseil des Etats à demander une réduction. Cette réduction a été bien accueillie par le Conseil fédéral. Au nom de la Commission des finances du Conseil des Etats, je remercie M. Stich, président de la Confédération.

Il était vrai que le Conseil fédéral avait fait un certain nombre de promesses et avait manifesté sa ferme volonté de maintenir le taux de croissance des dépenses au niveau de celui de l'économie. Il a déclaré dans le message, relatif à ce problème, que le but consiste à stabiliser la quote-part de l'Etat au PIB. Or, dix mois après, le Conseil fédéral présentait ce budget qui a paru, aux yeux de certains, un peu décevant. Donc, tout de suite après ces démarches des Chambres, le Conseil fédéral a proposé des réductions de crédits pour un total de 277 millions. Je le remercie beaucoup de ce geste. Il y a surtout, c'est vrai, une diminution de dépenses au niveau des investissements.

C'est notre système budgétaire qui permet de le faire. A la vérité, on a très peu touché au budget de fonctionnement, mais l'on a procédé à des réductions dans la part du budget consacré aux investissements – le rapporteur de la commission qui s'est occupée du budget militaire le dira tout à l'heure – alors que le budget pour 1990 sera fortement augmenté, car de nouvelles dépenses sont à engager. Ces réductions sont les suivantes: 106 millions dans le secteur des transports, 60 millions dans le secteur militaire, 58 millions pour l'économie publique, 25 millions pour l'intérieur et les écoles.

La semaine dernière, le Conseil national a adopté le budget avec toutes les réductions proposées. Notre commission est du même avis. Je vous engage donc à suivre ces décisions et à aller dans le même sens. M. Schönenberger vous fournira tout à l'heure de plus amples informations sur chacun des postes.

En ce qui concerne les données générales, il faut rappeler que nous envisageons une croissance économique nominale qui s'élève à 4 pour cent et un renchérissement de 2,5 pour cent. Les dépenses totales atteignent, compte tenu de ces modifications, 27,5 milliards, l'accroissement est de 6 pour cent. Si l'on supprime les quelques crédits susmentionnés, on arrive à une progression de 3,6 pour cent. La quote-part de la Confédération au produit intérieur brut atteint 10 pour cent.

Le secteur des communications et de l'énergie connaît la croissance la plus forte, en raison des prestations que nous accordons aux CFF. Nous ne devons, cependant, nous faire

aucune illusion: si l'on veut que les transports publics soient largement mis au service de la population, si l'on veut les stimuler et si l'on souhaite en même temps que leurs tarifs soient réduits, ils provoqueront inévitablement des charges supplémentaires, non seulement dans le budget de la Confédération pour 1989 mais aussi dans les suivants. Cette politique dépend d'un choix dont nous devons décider des limites. Malgré la réduction proposée concernant Kaiser-augst, le secteur précité est le point principal de l'augmentation du budget.

La défense nationale militaire et civile augmente de 4,9 pour cent, après déduction des réductions proposées. La part affectée à l'enseignement et à la recherche a été relevée de 6 pour cent. C'est donc une forte augmentation. On a notamment voté des crédits pour les hautes écoles et pour les Ecoles polytechniques fédérales.

En revanche, il faut constater, et cela grâce à la réduction du taux des emprunts et à la diminution de la dette – durant ces deux derniers exercices, la Confédération a remboursé une partie de sa dette – que les dépenses du service financier diminuent de 6,6 pour cent, compte tenu de la diminution de 10 millions proposés par le Conseil fédéral pour le service des intérêts. Il faut s'en réjouir. C'est la conséquence des excellents résultats que nous avons connus et dont M. Stich peut être fier.

Les recettes représentent un grand problème. Des discussions qui ont eu lieu au sujet de l'impôt fédéral direct, il ressort que du fait du système de taxation bisannuelle, comme il peut y avoir des années fortes et des années faibles, un encaissement plus linéaire et plus souple fait en l'occurrence bien défaut. Les recettes n'accuseront donc qu'une augmentation de 3 pour cent. C'est pourquoi il est préférable de comparer 1989 non seulement à l'année 1988 mais aux deux années précédentes, et l'on constate alors une croissance des recettes de 6 pour cent.

Il faut remarquer également que la fiscalité directe représente 40 pour cent de l'ensemble des recettes, cependant que les prélèvements à la consommation atteignent 53 pour cent. Or, nous le répétons, cette proportion n'est pas bonne. Les impôts indirects devraient pouvoir augmenter. Avant la guerre, ils étaient d'ailleurs la seule ressource de la Confédération, les impôts directs revenant aux cantons et aux communes. D'ailleurs, le message présenté par le Conseil fédéral en ce qui concerne le futur régime financier va quelque peu dans ce sens. Nous devons en effet renforcer les recettes de la Confédération par le biais des impôts indirects que sont l'ICHA, l'impôt sur le tabac, les droits sur les carburants. Certaines hausses de prix seront à prendre en considération. J'ai pris des renseignements au sujet de l'augmentation de deux centimes du prix des carburants, en janvier prochain, mais elle ne portera pas à conséquence. En ce qui concerne le budget général, s'il prévoyait un déficit de 500 millions, les propositions acceptées par le Conseil fédéral réduisent ce déficit à 350 millions. Cette somme démontre l'évolution réelle de la situation financière de la Confédération qui va en s'aggravant. Mais il faudra tout de même comparer ce qui peut l'être. Dans notre pays, les dettes de l'Etat (Confédération, cantons, communes) ne représentent que le 11 pour cent du PIB. Si on compare ce taux avec ceux de nos voisins directs, 22 pour cent en Allemagne, 32 pour cent en France, jusqu'à 80 pour cent en Italie, on doit considérer que la situation, qui pourrait être meilleure, est tout de même très bonne. Nous n'ignorons pas que les années à venir ne seront pas si mauvaises, car les appréciations à long terme sont meilleures que les précédentes.

En effet, dans la perspective de l'appréciation globale des finances fédérales, qui ne doit pas porter seulement sur un budget, la croissance des dépenses de 1989 aura des effets sur la planification. Si l'on admet une augmentation de 4,6 pour cent par année en moyenne, la Confédération, malgré les tâches coûteuses qui devront être réalisées en 1990, entrera dans une période de déficits très relatifs. On peut s'attendre à ce que les prochaines années soient relativement bonnes.

En 1992, par exemple, on devrait avoir un budget équilibré. Il faut l'espérer et jouer la carte de la confiance. De même que les entreprises doivent avoir confiance dans leur avenir et dans leurs bons résultats, de même la Confédération doit éprouver une foi semblable. Je suis certain que, de la façon dont les Chambres et le Conseil fédéral envisagent les budgets, de la façon dont les fonctionnaires de ce pays conçoivent leurs tâches, notamment ceux des chemins de fer, des postes, des douanes et de l'administration centrale, il ne fait aucun doute que la qualité du travail accompli a des retombées extrêmement précieuses et valorisantes en ce qui concerne la conception des budgets futurs.

Je suis persuadé que notre pays est capable de supporter les dépenses que nous avons engagées. Je sais que les contribuables nous demandent de percevoir moins d'impôts. Nous essayons, et nous l'avons fait ces derniers jours, de modifier des lois fiscales par trop contraignantes, mais je sais aussi qu'il y a une réelle volonté du peuple suisse que notre pays reste sain sur le plan financier, et c'est pourquoi je vous demande d'accepter le projet de budget tel qu'il ressort des travaux de la commission.

Schönenberger, Berichterstatter: Wie Ihnen der Präsident unserer Finanzkommission – leider vor vielen leeren Stühlen – sehr prägnant dargelegt hat, haben wir uns mit dem Budgetergebnis gemäss Botschaft nicht zufriedengegeben. Der Auftrag der Finanzkommission des Nationalrates an den Bundesrat, den Voranschlag ausgabenseitig um 300 Millionen Franken zu entlasten, fand deshalb unsere volle Unterstützung. Ich möchte Ihnen nun die vom Bundesrat vorgeschlagenen Abstriche von insgesamt 276,5 Millionen Franken erläutern und sie über weitere Schwerpunkte der Detailberatung in der Kommission orientieren.

Die Kürzungen lassen sich grob gesagt in zwei Gruppen einteilen. Der kleinere Teil umfasst Schätzungs-korrekturen, wie sie sich zwangsläufig aus der relativ langen Zeitspanne zwischen verwaltungsinterner Bereinigung des Budgetentwurfs und dessen Verabschiedung durch den Bundesrat ergeben. Der daraus resultierende Minderbedarf setzt sich zusammen aus:

Bauverzögerungen beim Vereina-Tunnel infolge Einsparungen (minus 21 Millionen), Programmverzögerungen bei der ESA (minus 4 Millionen), Korrekturen bei der Entwicklungshilfe aufgrund der Rechnungsergebnisse früherer Jahre (minus 20 Millionen), der Nichtgeltendmachung der Auszahlung des Monte Olimpino-Darlehens durch Italien (minus 20 Millionen) und dem Verzicht auf eine 250 Millionen-Anleihe dank guter Tresorerielage (minus 10 Millionen).

Die weit grössere Gruppe der Kreditreduktionen stellen jedoch Kürzungen an der Substanz dar. Programmstrekungen, Redimensionierungen und allgemein straffere Setzung von Prioritäten waren unumgänglich. Betroffen sind die Bereiche Unterricht und Forschung (minus 5 Millionen), Umwelt (minus 10 Millionen), Wald (minus 10 Millionen), Zivilschutz (minus 9,5 Millionen), militärische Investitionen (minus 60 Millionen), Landwirtschaft (minus 30 Millionen), Hilfe für Berggebiete (minus 12 Millionen) und Nationalstrassenbau (minus 65 Millionen).

Um zu verhindern, dass sich aufgrund der Kürzung der Zahlungskredite die offenen Verpflichtungen erhöhen, sollen bei den Bausubventionen die Jahreszusicherungskredite im gleichen Umfang wie die Zahlungskredite gekürzt werden. Die Jahreszusicherungskredite sind deshalb um insgesamt 37 Millionen Franken zurückgenommen worden.

Die Finanzkommission hat die erwähnten Kürzungen gutgeheissen. Vor allem mit Blick auf die dabei gewährte Opfer-symmetrie und den im Bundesrat erarbeiteten Konsens haben wir ausdrücklich davon abgesehen, einzelne Positionen aus dem skizzierten Kürzungspaket herauszunehmen. Dabei haben wir es bewusst in Kauf genommen, dass im einen oder anderen Fall betroffene Kreise die vorgenommenen Zurückstufungen von Bundesmitteln – wie zum Beispiel die Beiträge an die Hilfe für Berggebiete – als Härte empfinden könnten.

Die Finanzkommission möchte an dieser Stelle dem Bundesrat, der im übrigen unsere Sorge um die unerfreuliche Haushaltsentwicklung und das finanzpolitisch unbefriedigende Budget 1989 teilt, für sein entschlossenes und rasches Handeln danken. Auf dem Hintergrund der bekannten Ausgabenbindungen und anderer Sachzwänge war es keine leichte Aufgabe, innert Wochenfrist Kürzungsmöglichkeiten im Umfang von 1 Prozent der Gesamtausgaben aufzuspüren. Es liegt auf der Hand, dass derartige Kürzungen Ausnahmeharakter haben müssen. Zusätzlicher haushaltspolitischer Spielraum soll längerfristig vielmehr durch eine Lockerung der gesetzlichen und faktischen Bindungen angestrebt werden, wo immer sich dies von der Aufgabenerfüllung und den Prioritäten her rechtfertigen lässt. Unsere berechtigten Forderungen nach einer straffen Ausgaben Disziplin bleiben daneben im weiteren nur so lange glaubwürdig, als wir selbst davon absehen, finanzrelevante Beschlüsse zu fassen, die über die jeweiligen Anträge des Bundesrates hinausgehen.

Zusätzliche Kürzungen hat die Finanzkommission im weiteren Verlauf der Beratungen lediglich bei zwei Positionen vorgenommen. Zum einen beantragen wir Ihnen die Streichung des Kredites von 300 000 Franken für den Bau einer neuen Tribüne beim Gestüt in Avenches unter Einschluss des dazugehörigen Verpflichtungskredites von 1,2 Millionen Franken. Zum zweiten beantragen wir Ihnen, den Verpflichtungskredit für EDV-Geräte wegen bis heute noch nicht vorliegender Konzeptberichte für Projekte um 12 Millionen Franken herabzusetzen.

Die aus der Fahne ersichtlichen Kreditaufstockungen stehen allesamt in Zusammenhang mit zusätzlichen, in der Budgetbotschaft noch nicht berücksichtigten Etatstellen. In der Detailberatung der Budgetvorlage werden Sie die zuständigen Kommissionsmitglieder über departementsspezifische Feststellungen zum Voranschlag informieren. Ich möchte an dieser Stelle jedoch den einen oder anderen Punkt von eher grundsätzlicher Bedeutung vorwegnehmen.

Bei den Beiträgen an Zivilschutzbauten für 1989 wird der Finanzplan auch nach der zusätzlichen Reduktion im Rahmen des eingangs dargestellten Kürzungspaketes mit 25 Millionen Franken noch wesentlich und massiv überschritten. Zudem haben wir bereits bei der Behandlung des Nachtrages II zum Budget 1988 einen Zusatzkredit zum laufenden Jahreszusicherungskredit von 60 Millionen Franken bewilligen müssen. Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement beruft sich auf die geltende Zivilschutzkonzeption. Diese sieht vor, bis zum Jahr 2000 jedem Einwohner unseres Landes einen künstlich belüfteten Schutzplatz in der Nähe seines Wohnortes und gegebenenfalls auch seines Arbeitsplatzes zu sichern. Da nicht der Bund, sondern die Kantone und Gemeinden die Schutzbauten erstellen würden – und dies in der Regel im Zusammenhang mit anderen Bauten –, würden diese auch den Anfall der Beitragsgesuche bestimmen. Die politische Glaubwürdigkeit sei gefährdet, wenn der Ueberhang an Subventionsgesuchen nicht abgebaut werde.

Aus dieser Situation ergibt sich ein klarer Widerspruch zwischen politischer Absicht beziehungsweise Gesetzgebung einerseits und der aus unserer Sicht nicht minder bedeutsamen Finanzplanung andererseits. Wir haben die Geschäftsprüfungskommission deshalb gebeten, dieser Frage bei nächster Gelegenheit vertieft nachzugehen.

Nicht unerwähnt bleibe die am Beizug von Beraterfirmen von einzelnen Kommissionsmitgliedern geübte Kritik. Ohne den Nutzen solcher regelmässig sehr teuren Expertisen pauschal in Frage stellen zu wollen, könnte der Bundesrat bei Reorganisationsentscheiden aber durchaus von seinen eigenen Kompetenzen vermehrten Gebrauch machen. Es ist in der Tat nicht einzusehen, warum praktisch jeder Massnahme vorgängig quasi der Heiligenschein eines Unternehmensberaters aufgesetzt werden muss. Für die Ausarbeitung von Entscheidungsgrundlagen verfügt die Bundesverwaltung auch über eigene kompetente Fachleute. So meine ich, ist es schwer verständlich, dass für die Abklärungen bei der Zusammenlegung Gestüt/EMPFA noch ein Mc Kinsey-

Bericht eingeholt werden muss. Hier könnte der Bundesrat wahrlich in eigener Kompetenz handeln.

Relativ breiten Raum nahmen in den Kommissionsberatungen die Stellenbegehren des Bundesrates ein. Zunächst einige Erläuterungen:

Der Bundesrat beantragt mit der vorliegenden Botschaft für die eidgenössischen Gerichte und die allgemeine Bundesverwaltung insgesamt 235 neue Etat- und 10 Hilfskräftestellen. Dazu kommen 40 Etatstellen für den Asylbereich. Diese sind vom Bundesrat gemäss den Bestimmungen in Artikel 2a des Bundesgesetzes über Massnahmen zur Verbesserung des Bundeshaushaltes in eigener Kompetenz bereits beschlossen worden, konnten aber aus terminlichen Gründen in der Budgetbotschaft nicht mehr berücksichtigt werden. Ebenfalls in der Botschaft noch nicht enthalten sind 6 Etatstellen für die Parlamentsdienste – Stichwort Reorganisation – und 1 Etatstelle für die Eidgenössische Finanzkontrolle. Total haben wir heute also über 282 Etat- und 10 Hilfskräftestellen zu befinden. Die Meinungen über die Notwendigkeit dieser Stellen blieben geteilt. Während auf der einen Seite die Begründung der einzelnen Begehren als unzureichend empfunden wurde, befürchteten andere Kommissionsmitglieder wiederum Verzögerungen in einzelnen Aufgabengebieten. Es wurde auch darauf hingewiesen, dass die Departemente ursprünglich rund 500 neue Stellen gefordert hatten. Die Kommission bewilligte sämtliche 282 Etat- und 10 Hilfskräftestellen mehrheitlich und beantragt Ihnen in diesem Sinne Zustimmung.

Weitere Stellen hat der Bundesrat für die Rüstungsbetriebe gewünscht. Insgesamt sollen 109 Hilfskräftestellen zusätzlich besetzt werden können. Die Kommission stellt jedoch fest, dass 59 dieser Hilfskräftestellen bis anhin im Etatstellenbestand der Rüstungsbetriebe inbegriffen waren. Sie beantragt Ihnen deshalb Zustimmung zu den 109 Hilfskräftestellen bei gleichzeitiger Reduktion der Etatstellen um 59 Einheiten.

In der Gesamtabstimmung ist der Voranschlag 1989 einstimmig gutgeheissen worden. Die Finanzkommission beantragt Ihnen, dem Voranschlag der Eidgenossenschaft für das Jahr 1989 unter Berücksichtigung der vorgenommenen Änderungen zuzustimmen und vom Bericht des Bundesrates zum Finanzplan 1990/91 und zu den Haushaltsperspektiven 1992 Kenntnis zu nehmen.

Abschliessend möchte ich dem Eidgenössischen Finanzdepartement und seinem Vorsteher, Herrn Bundespräsident Stich, für die wiederum sehr sorgfältige und sachgerechte Ausarbeitung der Budgetbotschaft danken.

Wie wir alle wissen, wird im übrigen der Direktor der Eidgenössischen Finanzverwaltung, Herr Waldemar Jucker, Ende März 1989 altershalber aus dem Bundesdienst ausscheiden. Ihm gebührt deshalb heute unser ganz besonderer Dank. Grosse Verdienste hat sich Herr Jucker vor allem im Zusammenhang mit der vom Bundesrat seit einiger Zeit praktizierten Steuerung des Gesamthaushaltes mit Hilfe globaler Zuwachsraten erworben. Mit Nachdruck und Ueberzeugungskraft hat sich Herr Jucker in den Finanzkommissionen immer wieder für dieses strategische Steuerungsinstrument eingesetzt. Wir wünschen Herrn Jucker auf seinem weiteren Weg viel Freude und gute Gesundheit.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux

Schönenberger, Berichterstatter: Das Kapitel «Behörden und Gerichte» gibt jeweils kaum Anlass zu langen Ausführungen. Ich möchte auch heute lediglich darauf hinweisen, dass die Erhöhung der Jahresvergütungen an die Mitglieder des Nationalrates selbstverständlich zu Mehrauslagen führt. Dasselbe gilt für die Aufstockung der Parlamentsdienste um sechs Personen. Ich hoffe jedoch, dass es bei den Mehrauslagen bleibt und dass wir das nicht zusätzlich durch noch mehr Papier zu spüren bekommen.

Wesentlich ins Gewicht fällt sodann die markante Zunahme der Auslagen für EDV und Büromatik, die auf rund 158 Millionen Franken anwachsen. Es ist in diesem Bereich ausserordentlich schwierig, die Berechtigung der einzelnen Ausgaben zu prüfen, doch hofft die Finanzkommission, mit der Schaffung des Bundesamtes für Informatik verbessere sich die Situation.

Beim Bundesgericht möchte ich auf die Differenz zum Nationalrat hinsichtlich der 11 neuen Stellen hinweisen, welche der Nationalrat aufgrund des Begehrens seiner Geschäftsprüfungskommission befristen will. Diese macht nämlich geltend, das Bundesgericht habe in Sachen Datenverarbeitung nicht allen ihren Vorschlägen zugestimmt und diese nicht durchwegs beachtet. Die 11 neuen Stellen seien deshalb auf drei Jahre zu befristen. Unsere Kommission lehnt diese Befristung aus verschiedenen Gründen ab. Vorerst hat die Datenverarbeitung mit diesen 11 Stellen nichts zu tun. Das sind zwei komplett getrennte Gebiete, und man soll nicht das Bundesgericht mit befristeten Stellen unter Druck setzen, um es auf jenen Weg der Datenverarbeitung zu zwingen, den man selbst als richtig erachtet; denn gerade auf diesem Gebiet kann man Verschiedenes als richtig erachten.

Sodann haben wir vor Jahresfrist dem Bundesgericht pro Bundesrichter einen wissenschaftlichen Mitarbeiter zugebilligt und dafür letztes Jahr eine erste Tranche von 10 Stellen bewilligt. 1989 folgen 10 weitere Stellen, und 1990 werden es voraussichtlich nochmals 10 sein. Die Finanzkommission ist der Auffassung, dass dieses Programm zur Entlastung der Bundesrichter durchgezogen und nicht wieder in Frage gestellt werden soll, zumal man hört, dass sich diese Lösung in Lausanne bereits bewährt hat. Schliesslich ist eine Befristung von Stellen schon in sich falsch. Das Parlament bewilligt Stellen jeweils nur für ein Jahr. Es ist ohnehin ohne weiteres möglich, jährlich Stellen aufzuheben, die allenfalls als unnötig erachtet werden; es braucht dafür keine spezielle Befristung. Ich habe diese Bemerkungen gleich jetzt angefügt, um nachher beim Bundesbeschluss nicht nochmals das Wort ergreifen zu müssen.

Ich bitte Sie, im Sinne der Finanzkommission zu entscheiden.

Genehmigt – Approuvé

Departement für auswärtige Angelegenheiten Département des affaires étrangères

Dobler, Berichterstatter: Der Voranschlag des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten sieht Ausgaben von 1,13 Milliarden vor und liegt somit etwa 1 Million über der Rechnung 1987. Bei den Einnahmen ist aber ebenfalls ein Zuwachs von zirka 6 Millionen gegenüber der Rechnung 1987 zu verzeichnen. Ich stelle Ihnen deshalb den Antrag, der Voranschlag des EDA sei gutzuheissen. Gestatten Sie mir aber, in bezug auf eine Einzelheit etwas speziell zu erwähnen. Bei der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe ist eine Kürzung von 20 Millionen Franken vorgesehen. Der Ständerat hat letzte Woche, am 30. November 1988, den neuen Rahmenkredit für humanitäre Hilfe in der Höhe von 530 Millionen Franken genehmigt, nachdem ihn der Nationalrat bereits in der Herbstsession angenommen hat. In der Diskussion wurde darauf hingewiesen, dass die OECD-Länder im Durchschnitt 0,35 Prozent des Bruttosozialproduktes für die öffentliche Entwicklungshilfe aufwenden.

Durch die Kürzung von 20 Millionen Franken im Voranschlag 1989 sinkt nun das Wachstum der öffentlichen Entwicklungshilfe unter drei Prozent.

Seit zehn Jahren ist der Zuwachs kleiner als der des Bruttosozialprodukts. Es ist damit zu rechnen, dass wir bei den 0,31 Prozent des Bruttosozialprodukts stehenbleiben, möglicherweise sogar darunter fallen.

Offiziell setzen wir uns da von einem internationalen Trend ab, was nicht unbedingt für die kommenden Jahre wegweisend sein sollte.

Diese Zahlen stützen sich allerdings auf eine ziffernmässig ausgewiesene Buchhaltung der DEH ab. Vom Ausland werden wir an diesen Kriterien gemessen. Dabei darf aber nicht unerwähnt bleiben, dass Frau und Herr Schweizer es vorziehen, die privaten Hilfswerke zu unterstützen. Einerseits ergibt sich hieraus ein verfälschtes Bild der offiziellen Schweiz im Rahmen der OECD-Staaten, andererseits aber entspricht das schweizerische Verhalten der Richtlinie, dass die Linke nicht wissen soll, was die Rechte tut, oder – Herr Bundespräsident – wenn Sie es lieber wollen, die Rechte nicht wissen soll, was die Linke tut.

Hefti: Zu diesem Anteil am Bruttosozialprodukt: Wenn ich recht orientiert bin, schlagen andere Staaten viel mehr allgemeine Unkostenbeiträge auf die Entwicklungshilfe, als es die Schweiz tut und stehen dann natürlich mit höheren Beträgen da. Ich glaube, hier sollte einmal darauf geachtet werden, dass Gleiches mit Gleichem verglichen wird. Wenn dem so ist, wie ich es antönte, dann wären eben zu unserer Entwicklungshilfe die entsprechenden Zuschläge zu machen.

Frau Meier Josi: Bei diesem Budget des Departements für auswärtige Angelegenheiten ist mir nur wichtig, dass niemand die Absicht des Bundesrates bekämpft, vermehrt Mittel für friedenserhaltende Missionen aufzuwenden.

Sie wissen, dass der Bundesrat dort vorsieht, von einer Grössenordnung von rund 5 Millionen neu auf rund 15 Millionen Franken zu gehen. Ich habe das in der letzten Woche erwähnt und darauf hingewiesen, dass es dann darauf ankomme, im Budget nicht rückwärts zu buchstabieren. Dasselbe gilt für mich auch für die Positionen Nahrungsmittelhilfe. Wir haben in der Debatte über die humanitäre Hilfe das Nötige dazu gesagt. Diese Kürzung ist meines Erachtens Augenwischerei. Soweit wir die Mittel brauchen, werden wir sie sofort einsetzen; und soweit wir sie nicht brauchen, führt das zu einer verlängerten Aufbrauchsfrist der betreffenden Rahmenkredite.

Genehmigt – Approuvé

Departement des Innern

Antrag Lauber

310 Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
318 443.11 Lawinerverbauungen und Aufforstungen
96 000 000 Fr.
(Gemäss Antrag des Bundesrates)

Département de l'intérieur

Proposition Lauber

310 Office fédéral de l'environnement, de la forêt et du paysage
318 443.11 Ouvrages paravalanches et reboisements
96 000 000 Fr.
(selon Conseil fédéral)

Schmid, Berichterstatter: Der Voranschlag des Departements des Innern weist – gemessen am Voranschlag 1988 und unter Berücksichtigung der von den Kommissionen vorgeschlagenen Kürzungen – bei den Ausgaben eine Wachstumssteigerung von weniger als fünf Prozent aus. Er bewegt sich damit erheblich unter der Wachstumsrate des Gesamtvoranschlages.

Eine Prüfung der einzelnen Bundesämter weist indessen aus, dass in verschiedenen Bereichen zum Teil weit überdurchschnittliche Wachstumssteigerungen zu verzeichnen sind. Allerdings – und darauf ist hinzuweisen – rührt dies zum Teil davon her, dass Umgruppierungen im Departement stattfinden, dass gewisse Bundesämter neue Aufgaben zu übernehmen haben und dass andere Bundesämter eingehen. Ich verweise insbesondere auf die Zusammenlegung der beiden Bundesämter für Umweltschutz und für Forstwirtschaft und Landschaftsschutz.

Ausserdem haben Umkontierungen stattgefunden, so insbesondere im Bereich der Bundesbeiträge für den Umweltschutz und im Verkehrsbereich, wo die pflichtgebundenen Anteile der Treibstoffzollanteile nicht mehr dem Bundesamt für Strassenbau, sondern den einschlägigen Bundesämtern im EDI belastet werden.

Ferner kommen Zahlungskreditaufstockungen zur Abtragung alter Zahlungspendenzen, insbesondere im Kulturbereich, dazu.

Diese genannten Faktoren bringen es mit sich, dass der Voranschlag 1989 des EDI nur noch bedingt mit früheren Voranschlägen dieses Departements vergleichbar ist. Bereinigt man den Voranschlag des EDI um diese Störfaktoren, so kann die Budgetierung des EDI als sorgfältig und zweckmässig bezeichnet werden. Es drängen sich nach einer Querschnittsprüfung Ihrer Kommission unter ausgewählten Gesichtspunkten keine besonderen Bemerkungen auf, mit Ausnahme der vier folgenden:

1. Zunächst einmal Synergieeffekte: Wir haben Zusammenlegungen gehabt: einerseits im Bereich des Bundesamtes für Umwelt, Wald und Landschaft und andererseits beim PSI. Wir haben festgestellt, dass die Saldierung oder die Zusammenzählung der alten Bundesämter und Institute im Vergleich zum neuen Budget zu keinen Einsparungen geführt hat – im Gegenteil, es sind Steigerungen zu verzeichnen. Die Frage des Synergieeffekts dieser Zusammenlegungen stellt sich ernsthaft.

Im Rahmen des Bundesamtes für Umwelt, Wald und Landschaft ist allerdings zu bemerken, dass die Bausituation eine Verzettlung des Bundesamtes nach sich führt. Hier wird durch einen Neubau vermutlich eine Besserung eintreten. Auf alle Fälle ist hier einer Rationalisierung der Betriebsabläufe allergrösste Sorgfalt und Beachtung zu schenken.

2. Baukonzepte: Wir haben insbesondere bei der ETS, der Eidgenössischen Turn- und Sportschule in Magglingen, festgestellt, dass hier eine konzeptionelle Sichtweise der zukünftigen Bautätigkeit notwendig ist.

3. Zu den Kürzungsanträgen: Das EDI hat Kürzungen von insgesamt 25,3 Millionen Franken hinzunehmen, was knapp 10 Prozent der gesamten Kürzungssumme entspricht. Es betrifft die 10 Millionen beim Zahlungskredit für Gewässerschutzanlagen, 5 Millionen beim Zahlungskredit für Lawinenverbauungen und Aufforstungen, 5 Millionen Franken beim Kredit für Waldstrassenbau und Parzellarzusammenlegungen; 0,3 Millionen Franken betragen die Kürzungen beim Eidgenössischen Gestüt in Avenches und 5 Millionen beim Schulratsbereich.

Wir haben uns ausführlich über diese Kürzungen unterhalten und sind in der Kommission der Auffassung, dass sie insgesamt notwendig und im einzelnen vertretbar sind. Dies trifft insbesondere auch auf den Zahlungskredit 310.443.11 Lawinenverbauungen und Aufforstung zu, für welchen Ihnen ein Antrag von Kollege Lauber vorliegt, auf diese Kürzung nicht einzutreten.

Sie dürfen nicht vergessen, dass gemäss Antrag des Bundesrates ein Kredit von 96 Millionen Franken eingestellt war. Ihre Kommission hat aufgrund eines Antrags des Bundesrates diesen Kredit auf 91 Millionen Franken herabgesetzt, also um 5 Millionen gekürzt. Das ist aber – und ich bitte Sie, das zu beachten – keine Kürzung, sondern eine Verminderung der Steigerung. Im Budget 1988 war für diese Position ein Betrag von 80 Millionen Schweizerfranken eingestellt. Es kann keine Rede davon sein, dass wir nun hier kürzen, wenn wir statt 96 91 Millionen Franken bewilligen wollen.

4. Es kommt ein grundsätzlicher Aspekt dazu, den Herr Schönenberger und Herr Ducret bereits erwähnt haben: Das Ausgabenwachstum sollte nun einmal durch eine ausgesprochene Ausgabendisziplin des Parlaments gedämpft werden.

Wir bitten Sie deshalb, dem Antrag von Herrn Lauber nicht zuzustimmen. Wir haben im übrigen noch die Stellenbegehren betrachtet. Es handelt sich um 90 Stellen im Schulratsbereich und um 23 Stellen bei den zentralen Aemtern. Wir stellen Ihnen den Antrag, diese zu bewilligen. Die Kürzung des Zahlungskredites von 300 000 Franken in Avenches hat

zur Konsequenz, dass sich die Verpflichtungskredite um 1,2 Millionen Franken von 186,4 auf 185,2 Millionen Franken verringern (s. Fahne). Wir stellen Ihnen den Antrag, gemäss Fahne Beschluss zu fassen.

Lauber: Ich möchte Ihnen zum vornherein sagen, dass ich diesen Antrag nicht zur Abstimmung unterbreiten werde. Ich gestatte mir aber, einige Sätze dazu zu sagen.

Wir haben trotz den Darlegungen des Sektionssprechers einige Mühe, die Reduktion in dieser Rubrik und auch diejenige in der Rubrik Waldstrassenbau und Parzellarzusammenlegungen zu verstehen. Bei allem Verständnis für den notwendigen Sparhammer der Finanzkommissionen stellt sich hier die grundsätzliche Frage, ob man in diesen Bereichen mit reinen Opfersymmetriargumenten operieren darf. Andererseits räume ich ein, dass der Bund in den letzten Jahren, vor allem 1987 und 1988, in diesen Bereichen erhöhte Anstrengungen gemacht hat. Das wird dankbar anerkannt. Ich ziehe meinen Antrag zurück in Würdigung der in den letzten Jahren gemachten Anstrengungen des Bundes, dann aber auch in der Erwartung – Herr Carlo Schmid hat das angetönt –, dass in der administrativen Abwicklung der eingereichten Projekte innerhalb der zuständigen Amtsstellen die Koordination verbessert und die Betriebsabläufe rationalisiert werden und dass für den Lawinenverbau und die Forstprojekte ein etwas beweglicheres und vereinfachtes Verwaltungsverfahren Anwendung finden möge. Ich hoffe allerdings, dass unsere Finanzkommission in den kommenden Jahren die dringend benötigten Mittel in diesem für das ganze Berggebiet sehr wichtigen Bereich nicht weiter beschneidet.

Genehmigt – Approuvé

Justiz- und Polizeidepartement Département de justice et police

Zimmerli, Berichterstatter: Der vom Justiz- und Polizeidepartement für 1989 beantragte Finanzbedarf liegt bei ungefähr 672 Millionen Franken, ist also um 63 Millionen Franken oder 10,3 Prozent höher als beim Voranschlag 1988. Am Mehrbedarf ist mit rund 60 Prozent das Bundesamt für Zivilschutz beteiligt und über 20 Prozent des Zuwachses entfallen auf den Asylbereich.

Hohe Verpflichtungskredite namentlich in den Bereichen Zivilschutz, Vermessung, Baubeiträge an Strafanstalten und die entsprechenden Jahreszusicherungskredite lassen dem Bundesrat keinen grossen Spielraum bei der Budgetierung. Rund 247 Millionen Franken oder rund 36 Prozent des Finanzbedarfs des nächsten Jahres entfallen auf die genannten Ausgabenkategorien. Weitere 183 Millionen oder 27 Prozent sind dem Flüchtlingsbereich, und zwar ohne Personal, zuzuordnen. Der Anteil des Departementes an den Gesamtausgaben des Bundes soll im nächsten Jahr rund 2,4 Prozent betragen und bewegt sich damit in ähnlichen Grössenordnungen wie in den Vorjahren.

Trotz der unerfreulichen Situation, namentlich im Zivilschutz und im Asylbereich, ist das Justiz- und Polizeidepartement am Zuwachs des Gesamthaushaltes der Eidgenossenschaft mit nur 3,3 Prozent und damit unterdurchschnittlich beteiligt. Dies zum Allgemeinen.

Besondere Bemerkungen zuhanden des Ratsplenums sind beim Voranschlag für das Generalsekretariat, für das Bundesamt für Justiz, für das Bundesamt für Zivilschutz und für den Delegierten für das Flüchtlingswesen angebracht. Die Erhöhung der Position «Personalbezüge» beim Generalsekretariat – ich verweise auf die Fahne – ist auf die budgetmässige Behandlung der vom Bundesrat bereits in eigener Kompetenz bewilligten, zusätzlichen 10 Etatstellen im Beschwerdedienst zurückzuführen. Herr Schönenberger hat das Nötige dazu gesagt.

Beim Bundesamt für Justiz fällt der starke Zuwachs der Position 311.01 Kommissionen und Honorare auf. Die Finanzkommission empfiehlt Zurückhaltung bei der Erteilung von Gutachteraufträgen. Auch hier verweise ich auf die

allgemeinen Ausführungen von Herrn Schönenberger. Ähnliches gilt für die Position 391.01, Forschungs- und Studienaufträge. Die Finanzkommission wird in Zusammenarbeit mit der Geschäftsprüfungskommission bis zur Behandlung der Staatsrechnung 1988 abklären, ob und inwieweit in dieser Position Ausgaben für sogenannte unechte Hilfskräfte enthalten sind. Die Finanzkommission legt Wert darauf, dass die Beschlüsse des Parlamentes zur Personalplafonierung nicht mit der Einstellung von unechten Hilfskräften umgangen werden.

Beim Bundesamt für Zivilschutz gaben die Positionen Schutzbauten und Materialbeschaffung Anlass zu Diskussionen. Ich muss an die grundsätzlichen Bemerkungen von Herrn Schönenberger anknüpfen: Die gesetzlichen Vorschriften über die Verpflichtung des Bundes zu Beitragsleistungen an die Kosten der Schutzbauten führen fast zwangsläufig zu Konflikten bei der Finanzplanung und beschweren dem Parlament immer wieder massive Nachkreditbegehren. Die Finanzkommission empfiehlt im Rahmen des Möglichen grösste Zurückhaltung bei der Zusicherung von Beiträgen und will die Prioritäten zusammen mit der Geschäftsprüfungskommission einlässlich überprüfen.

Die im Rahmen der Kürzungsrunde auf 43 Millionen Franken reduzierte Position Materialbeschaffung beim Zivilschutz trifft den Ortsfunk, der mit einem Gesamtkostenvolumen von 300 Millionen Franken beschaffungsreif ist und im Falle der Realisierung einen jährlichen Zusatzaufwand von rund 40 Millionen Franken verursachen wird. Dies wird bei der Behandlung der Motion von Nationalrat Wanner zur Beschaffung des Ortsfunks zu berücksichtigen sein. Anders als bei den Bundesbeiträgen für Schutzbauten wird sich die Kürzung im Materialbereich nicht in Nachkrediten niederschlagen; eine Ueberprüfung der Prioritäten ist allerdings auch hier erwünscht.

Ich komme zum Delegierten für das Flüchtlingswesen. Hier bereitet die Planung der Ausgaben naturgemäss Schwierigkeiten. Der Bund kann zwar die Kosten pro Asylbewerber und Jahr zuverlässig ermitteln; die Zahl der Asylbewerber lässt sich aber kaum zuverlässig voraussagen. Die Finanzkommission und damit auch die eidgenössischen Räte müssen sich darauf beschränken, die Personalkosten nach Massgabe der verfügbaren Etat- und Hilfskräftestellen und die Abrechnungen über die Kosten pro Asylbewerber und über die Rückerstattungen an die Kantone zu überprüfen. Hier arbeiten die Finanzkommissionen ebenfalls eng mit den Geschäftsprüfungskommissionen zusammen. Die Finanzkommission hat zur Kenntnis genommen, dass nach den Angaben des Departements für das nächste Jahr mit einem Nachtragskredit von mindestens 46 Millionen gerechnet werden muss.

Bei den Personalbezügen beim Delegierten für das Flüchtlingswesen erklärt sich die Erhöhung – ich verweise auch hier auf die Fahne – gleich wie beim Generalsekretariat: Es geht um die budgetmässige Behandlung der vom Bundesrat bereits beschlossenen zusätzlichen 30 Etatstellen. Die Erhöhung gegenüber dem Voranschlag 1988 ist auf die im Zusammenhang mit der Asylgesetzrevision erfolgte Erhöhung des Personalbestandes um 20 Etatstellen zurückzuführen.

Die Finanzkommission beantragt Zustimmung zum Voranschlag 1989 des Justiz- und Polizeidepartements unter Berücksichtigung der Änderungen auf der Fahne.

Genehmigt – Approuvé

Militärdepartement – Département militaire

Schmid, Berichterstatter: Der Voranschlag des EMD lag mit 4,663 Milliarden ursprünglich um 227 Millionen oder um 5,1 Prozent über dem Voranschlag 1988. Mit den Kürzungen um 60 Millionen vermindert sich der Ausgabenvoranschlag des Departementes auf 4,603 Milliarden und liegt damit ungefähr 5 Prozent höher als 1988.

Diese Kürzungen sind in folgenden Bereichen zu sehen: Im Bautenbereich werden 10 Millionen gekürzt, im For-

schungs-, Entwicklungs- und Versuchsprogramm 6 Millionen, im allgemeinen Ausrüstungsprogramm (AEB) 4 Millionen und im Bereich des Rüstungsmaterials 40 Millionen. Man hat im Investitionsbereich gekürzt, weil das EMD über eine straffe Planung und konzise Durchführung der Vorgaben im Bereich der laufenden Ausgaben verfügt. Spielraum war dort nicht mehr vorhanden. Es musste bei den Investitionen gekürzt werden.

Die Kürzung der Baukredite führt dazu, dass der Beginn neuer Bauvorhaben verschoben werden muss, und insbesondere fällt die Kürzung des Rüstungsmaterialkredites ins Gewicht. Es ist darauf zu verweisen, dass dieser Rüstungsmaterialkredit im Hinblick auf die Beschaffung eines neuen Kampfflugzeuges vorsorglich bereits um 60 Millionen Franken gekürzt worden ist. Das EMD hat mithin bereits eine substantielle Vorkompensation für die zu erwartenden Zahlungsspitzen erbracht – oder wollte sie erbringen. Die Kürzung des Rüstungsmaterialkredites 1989 um zusätzliche 40 Millionen Franken, denen die Kommission an sich grundsätzlich zustimmt, führt aber dazu, dass die ab 1992 benötigte Zusatzfinanzierung für das neue Kampfflugzeug entsprechend höher ausfallen wird. Die absolut schlechteste Konsequenz aus dieser ganzen Kürzungsgeschichte wird sein, dass in dieser Rubrik zwischen 1989 und 1990 eine Zuwachsrate von 30,4 Prozent zu erwarten sein wird. Eine solche Entwicklung stellt ein Unikum dar, und wir geben ganz deutlich unserer Erwartung Ausdruck, dass die aus der Kürzung von 40 Millionen Franken beim Rüstungsmaterial resultierende hohe Zuwachsrate von 30,4 Prozent mit dem Voranschlag 1990 akzeptiert wird.

Wir haben im Rahmen der Beratung diese Konsequenz relativ spät gesehen. Um so wichtiger scheint es uns zu sein, Sie heute schon darauf aufmerksam zu machen, damit nicht nächstes Jahr die grosse Ueberraschung kommt. Wir sind der Auffassung, diese Steigerung müsse dann akzeptiert werden, damit wir im Rahmen der Finanzplanung dem EMD das geben können, was dem EMD gehört.

Im übrigen ergeben sich für das EMD kaum Bemerkungen, mit der Ausnahme, dass wir der Erhöhung des Personals um 45 Etatstellen bei den Instruktoren zustimmen, im Vollzug eines Berichts bezüglich der Behebung der Personalknappheit im Bereich der Instruktoren im EMD.

Wir beantragen Ihnen, den Anträgen der Kommission EMD zu folgen.

Genehmigt – Approuvé

Finanzdepartement – Département des finances

Rüesch, Berichterstatter: Man kann den Staatshaushalt im Gleichgewicht halten, indem man die Ausgaben senkt oder indem man die Einnahmen steigert. Innerhalb der Diskussion zum Voranschlag Finanzdepartement haben sich Ihre Finanzkommission und Ihre Subkommission mit der Finanzverwaltung, mit dem Eidgenössischen Personalamt und mit der Steuerverwaltung zu diesem Thema unterhalten.

Im Rahmen der Diskussion mit der Eidgenössischen Finanzverwaltung stand einmal mehr die langfristige Finanzpolitik im Vordergrund der Diskussion, die langfristige Ueberprüfung der Bundesaufgaben im Sinne des sogenannten strategischen «Controlling». Der Bundesrat hat in diesem Zusammenhang am 2. November 1988 ein Schreiben an die Finanzkommission der eidgenössischen Räte gerichtet. In diesem schreibt er von der Notwendigkeit einer langfristigen Finanzpolitik. Er schreibt, es müssten Prioritäten gesetzt und allenfalls gesetzliche Bindungen gelöst werden. Das heisst im Klartext, dass feste Beitragssätze in maximale Beitragssätze umgewandelt werden müssten. Wann tun wir das? Und wer bringt dafür eine Mehrheit zustande?

Ferner schreibt der Bundesrat den Finanzkommissionen, die Bundesversammlung sollte mithelfen, Ausgabendisziplin zu üben und inskünftig davon absehen, Ausgaben zu beschliessen, welche über die Anträge des Bundesrates hinausgehen. Dazu ist mit Goethes Faust zu sagen: «Die Botschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube.»

Die Finanzkommission hat sich von der Finanzverwaltung eine dreiseitige «Sündenliste» des Parlaments übergeben lassen; drei Seiten «Sünden» wider den Geist des Bundesrates, die allein seit 1986 von diesem Rat begangen worden sind. Beschlüsse des Parlamentes und Vorschläge seiner vorberatenden Kommissionen – gerade aus jüngster Zeit – zeigen nach wie vor in gegenteiliger Richtung. Ich frage Sie: Sind wir eigentlich eine Versammlung von «Götzi und Götzi» von Millionen von Patenkindern in diesem Lande geworden?

Mit dem Eidgenössischen Personalamt haben wir dann im Rahmen der Diskussion um die Stellenbegehren nach Ausgaben- und Stellenbeschränkung in diesem Sektor geforscht. Die Finanzkommission hat vom sogenannten Effi-Bericht Kenntnis genommen. Effi heisst: Effizienzsteigerung in der Bundesverwaltung.

In seinem Brief vom 15. September 1988 an die Finanzkommission und an die eidgenössischen Räte schreibt der Bundesrat, dass er am 31. August 1988 vom Schlussbericht zustimmend Kenntnis genommen habe. Aufgrund der vom Bundesrat beschlossenen Effi-Projekte konnten von 1984 bis 1987 895 Stellen, rund 2,1 Millionen Arbeitsstunden sowie rund 17,8 Millionen Franken an Sachausgaben eingespart werden. Die Finanzkommission hat diese Mitteilung mit Dank und Anerkennung an den Bundesrat zur Kenntnis genommen.

Eine Minderheit der Finanzkommission war immer noch der Auffassung, dass das Wachstum des Stellenplanes zu rasch erfolge. Ein entsprechender Antrag auf Kürzung um weitere 30 Stellen unterlag mit 5 gegen 4 Stimmen nur knapp.

Es sei hier lediglich darauf hingewiesen, dass eine Globalkürzung, wenn Sie in späteren Jahren wieder beschlossen wird, die Verwaltung dazu führen wird, die Reserve für die Kürzungen gleich in die Begehren miteinzubauen.

Zudem besteht die Gefahr, dass auf Experten ausgewichen wird – Herr Schönenberger hat diese Expertokratie erster Ordnung zu Recht gezeisselt und festgestellt, dass in der Bundesverwaltung genügend geistige Potenz für Expertisen vorhanden sei. Aber wenn man dann ausweicht auf unechte Hilfskräfte, entsteht noch eine Expertokratie zweiter Ordnung.

Das Parlament kann aus Zeitgründen unmöglich jedes Jahr den ganzen Stellenplan kontrollieren. Es wäre aber eine verdienstvolle Aufgabe unserer Geschäftsprüfungskommission, in den nächsten Jahren einmal gezielt die Stellen zu überprüfen, die wir heute bewilligen und dann nachzusehen, was diese Stellen für Funktionen haben, wie sie besetzt sind und ob die Stelleninhaber ausgelastet sind. Solche punktuellen Sondierungen würden sich sicher positiv auf die ganze Bundesverwaltung auswirken.

Von den Ausgaben zu den Einnahmen: Unsere Diskussion mit der Steuerverwaltung hat folgendes ergeben:

Die Schätzung der Fiskaleinnahmen ist immer mit Unsicherheiten behaftet. Die Eidgenössische Steuerverwaltung bezeichnet ihre Schätzungen als optimistisch. Wenn die Konjunktur nur leicht abfiele, wären die Prognosen im Budget kaum mehr zu halten. Bei der direkten Bundessteuer ist zu berücksichtigen, dass 1988 mehr als erwartet vorausbezahlt wurde. Bei der Verrechnungssteuer sind 1989 erhebliche Rückzahlungen fällig.

Zur Diskussion Anlass gaben die Stempelabgaben. Diese stagnieren auf hohem Niveau. Die prognostizierten 2,25 Milliarden Franken werden als optimistisch bezeichnet, weil gemäss Steuerverwaltung die Umsätze an Schweizer Börsen sinken, der Dollar-Kurs sinkt und die Emissionen zurückgehen.

In der Finanzkommission wurde festgestellt, dass, während der Finanzplatz Schweiz stagniert, die grossen europäischen Finanzplätze wachsen.

Die Stempelabgaben in der Schweiz führen zu einer Abwanderung der Finanzgeschäfte ins Ausland. So könnte es passieren, dass die Stempelaufnahmen zurückgehen, ohne dass die seit langem angelegte Senkung dieser Abgaben verwirklicht wird.

In bezug auf die Fahne stellen wir fest, dass im Finanzdepartement 10 Millionen Franken eingespart werden können, weil eine Anleihe nicht aufgelegt werden muss. Ich bitte Sie, auf den Voranschlag des Finanzdepartementes einzutreten und diesem zuzustimmen.

Hefti: Ich möchte mich äussern zur Position 483.01, Internationale Kongresse in der Schweiz.

Die Rechnung 1987 hatte hier einen Posten von 60 000 Franken, ebenso das Budget 1988. Nun sind wir plötzlich auf 960 000 Franken.

Aus den Erläuterungen – Seite 360c – sehen wir, dass es sich hier um die Durchführung eines internationalen Kongresses in der Schweiz handelt und zwar der Europäischen Ökumenischen Versammlung 1989 in Basel.

Wenn wir beginnen, derartige Kongresse zu finanzieren, wird das in Zukunft natürlich Folgen haben, und es werden ständig weitere solche Begehren gestellt werden. Jeder Kongress fühlt sich dann fast verpflichtet, einen Bundesbeitrag zu erhalten.

Das mag allenfalls angehen bei Kongressen, die in direktem Zusammenhang mit Bundesaufgaben stehen, aber bei diesem Kongress scheint mir das nicht der Fall zu sein, weder von den Teilnehmern her noch von der Aufgabe dieses Kongresses an sich.

Ich glaube daher, wir sollten bei solchen Kongressen – wenn sie überhaupt zu unterstützen sind – die Unterstützung den Kantonen und Gemeinwesen überlassen. Der Bund sollte sich hier nicht auch noch einmischen, besonders, da wir ja in den Ausführungen des Herrn Departementsvorstehers gehört haben, dass wir keineswegs übermütig werden müssen und er Bedenken für die zukünftige Finanzentwicklung hat.

Ich beantrage, diesen Posten um 900 000 Franken zu kürzen.

M. Ducret, rapporteur: La théorie développée par M. Hefti selon laquelle ce serait aux cantons d'assumer cette charge est valable, certes, mais on ne peut pas aujourd'hui modifier le budget de la Confédération sans avoir au moins pris contact avec le canton de Bâle-ville. Cela n'ayant pas été fait, je vous propose par conséquent de ne pas suivre la proposition de M. Hefti et d'en rester au chiffre qui est inscrit au budget, quitte à demander dans un postulat que la Confédération intervienne auprès des cantons afin que ceux-ci, dorénavant, prennent en charge ce type d'organisation. Si nous n'agissons pas ainsi, cela signifie que l'on condamne purement et simplement cette réunion.

Rüesch, Berichterstatter: Nach der Information in der Subkommission I wurde diese Position diskutiert. Es wurde ein Schreiben der Eidgenössischen Finanzverwaltung an die Subkommission I zur Kenntnis genommen. An diesem Kongress in Basel beteiligen sich auch der Kanton Basel-Stadt, die Stadt Basel und die Gemeinden der Umgebung, ferner die Veranstalter selbst. Der Bundesbeitrag soll sich mit diesen 960 000 Franken auf 20 Prozent der Gesamtkosten beziffern. Dieser Kongress kostet also ungefähr 5 Millionen Franken.

Wir haben dann die Frage gestellt, welches die Praxis des Bundes bei der Unterstützung solcher Kongresse ist und welche anderen Kongresse dieser Art in den letzten paar Jahren schon unterstützt wurden. Die Verwaltung war nicht in der Lage – das sei aufgrund des EDV-Zeitalters der Fall –, uns innerhalb vernünftiger Frist eine Auflistung zukommen zu lassen. Sie fehlt bis heute.

Es wäre doch interessant einmal zu wissen, was der Bund hier für eine Praxis hat. Früher war es möglich, solche Angaben aus der Rechnung herauszuholen. Heute kann man sie nur noch finden, wenn man zuerst die entsprechende Software kreiert. So weit haben wir es gebracht!

Die Finanzdelegation hat es übernommen, dieser ganzen Angelegenheit einmal nachzugehen und die Praxis des Bun-

desrats in der Unterstützung der Kongresse zu durchleuchten und mit ihm zu besprechen.

Ich wollte Sie noch ins Bild setzen über die Diskussion innerhalb der Sub-Kommission und die Weiterleitung des Problems an die Finanzdelegation.

Miville: Jetzt kommt es tatsächlich noch so weit, dass ich als Konfessionsloser einen ökumenischen Kongress verteidigen muss. Aber ich verteidige ihn aus voller Ueberzeugung. Natürlich ist das alles sehr interessant, was Herr Kollega Rüesch jetzt an Fragen aufgeworfen hat. Natürlich sollen diese Fragen geprüft und beantwortet werden. Aber man sollte nun nicht deswegen dem Ueberraschungsangriff von Herrn Hefti zum Erfolg verhelfen.

Soviel ich von diesem Kongress weiss, dient er der Zusammenkunft der Kirchen dieser Welt im Interesse der Erhaltung und der Wahrung des Friedens. Wenn wir sehen, wie heute auf der ganzen Welt auch seitens der verantwortlichen Regierungen der Grossmächte Bestrebungen im Gange sind, der Menschheit den Frieden zu sichern, so meine ich, dass auch in unserem Lande in dieser Hinsicht etwas Grosses geschehen darf und soll, wovon die Welt Kenntnis nimmt. Von diesem Kongress, der wirklich sehr gross angelegt ist, wird die Welt Kenntnis nehmen. Unser Land wird in einem guten Licht dastehen, was ja nicht rundum und immer der Fall ist.

Die Eidgenossenschaft wird 900 000 Franken ausgeben, wie wir gehört haben. Ich kann Ihnen versichern, Herr Hefti, dass auch der Kanton Basel-Stadt seinen Anteil leistet; wenn ich zusammenrechne, was im Kanton Basel-Stadt alles subventioniert wird, so dürften es über 2 Millionen sein. In diesem Lichte betrachtet ist der Beitrag des Bundes für eine zwar kirchliche, aber im Grunde genommen aussenpolitische und in jedem Sinne des Wortes positive Aktion gerechtfertigt.

Hefti: Ich danke Herrn Kollege Miville für diese zusätzlichen Auskünfte. Gerade da möchte ich aber sagen, dass von derartigen Organisationen oft nicht Aufrufe nur zum Frieden, sondern auch zur Gewalt ergangen sind.

Miville: Nur ein Satz: Da muss man die Leute kennen. Das kann ich von Ihnen nicht verlangen; aber ich kenne diejenigen, die das an die Hand nehmen. Diese Leute verdienen Vertrauen in bezug auf das, was sie unternehmen.

Bundespräsident Stich: Ich bitte Sie, den Antrag Hefti abzulehnen. Es scheint so: Wenn einmal das Finanzdepartement eine Steigerung von 900 000 Franken im Budget hat, fällt das sehr unangenehm auf. Offensichtlich sind wir zu bescheiden und haben zuwenig solche Beiträge. Wenn dieser Beitrag in irgendeinem andern Departement figurierte – im Departement des Innern, im Departement für auswärtige Angelegenheiten oder beim Militär –, dann würde das kein Mensch merken. Kein Mensch würde irgend etwas dazu sagen! Wenn Sie beispielsweise im Budget des laufenden Jahres beim Militärdepartement nachschlagen, finden sie dort ebenfalls einen Beitrag an einen internationalen Kongress. Er kostete die schweizerische Eidgenossenschaft auch 547 000 Franken, und man zahlte ihn seelenruhig.

Zur Frage der bestehenden Regelung – es gibt ja viele Kongresse, die wir international unterstützen; dieser ist ja weiss Gott nicht der einzige –: Die Regelung lautet: Höchstens ein Drittel. Voraussetzung ist, dass Kantone und Gemeinden das Doppelte des Bundesbeitrages bezahlen. Das ist in diesem Fall erfüllt. Herr Miville hat darauf hingewiesen. Der Bund bezahlt 900 000 Franken. Kanton und Gemeinde Basel-Stadt übernehmen 2 025 000 Franken; dazu kommen die Veranstalter selber noch mit etwa 1 745 000 Franken. Das heisst also, dass der Beitrag im normalen Rahmen ist, und wir betrachten ihn auch durchaus als eine Aktion, die dem Frieden und der Verständigung in der Welt dienen soll, genauso wie die Uno-Versammlung, die demnächst in Genf stattfindet, der der Bundesrat zugestimmt hat und für die er auch bereit ist, die entsprechenden Sicherheitskosten zu übernehmen.

Ich bitte Sie also, den Antrag Hefti abzulehnen und dem Budget, dem Antrag des Finanzdepartementes und des Bundesrates zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hefti	3 Stimmen
Dagegen	35 Stimmen

Volkswirtschaftsdepartement

Antrag der Kommission

380 453.01 Verbesserung der Wohnverhältnisse in Berggebieten

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Cavelty, Delalay, Reymond)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Zumbühl

707 Bundesamt für Landwirtschaft

374 603.03 Investitionskredit an die Landwirtschaft

46 250 000 Fr.

(Zustimmung zum Bundesrat)

Département de l'économie publique

Proposition de la commission

380 453.01 Améliorations du logement dans les régions de montagne

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Cavelty, Delalay, Reymond)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Zumbühl

707 Office de l'agriculture

374 603.03 Crédit d'investissement à l'agriculture

46 250 000 fr.

(Selon Conseil fédéral)

Mme Jaggi, rapporteur: Par une intéressante coïncidence, la somme des charges inscrites au compte du budget du Département de l'économie publique augmente, aussi bien par rapport au budget 1988 que par rapport à la planification financière pour l'année prochaine, d'un peu moins de 230 millions, passant de 3 milliards 198 millions à 3 milliards 426 millions. Cette augmentation de 228 millions en chiffres ronds est due pour l'essentiel à trois positions: d'une part, la centaine de millions d'avances supplémentaires à la garantie pour les risques à l'exportation inscrite au budget de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures; d'autre part, les 60 millions inscrits au budget de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, essentiellement pour la formation professionnelle, plus 50 millions; enfin, les effets des augmentations de prix concédées pour les produits agricoles selon les termes de l'arrêté du 20 janvier de cette année.

L'analyse de la classification économique du budget du Département de l'économie publique met en évidence la structure particulière des charges qu'il assume. Ce Département est en effet, et de loin, celui qui consacre la plus grande part de son budget au versement de subventions, qui représentent plus des trois quarts de ses dépenses – très exactement 77,77 pour cent – même au Département des transports, des communications et de l'énergie on n'atteint pas les 60 pour cent.

La part importante que tiennent les subventions dans le budget de l'économie publique explique la lourdeur particulière de ce budget, bien sûr, et la part relativement élevée de dépenses liées. Et pourtant, suite à la demande parlementaire d'une réduction globale des dépenses prévues pour l'an prochain, le Département de l'économie publique a été appelé à faire sa part. Sont touchés par les réductions

proposées des postes inscrits aux quatre plus grandes rubriques à trois chiffres du Département, soit à l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, plus connu même en français sous l'abréviation BAWI, à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, également connu en français sous l'abréviation BIGA, à l'Office fédéral de l'agriculture que certains persistent à appeler la Division, et à l'Office fédéral du logement.

A l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, et d'entente avec le Département fédéral des affaires étrangères qui fait de son côté un effort de 4 millions au titre de l'aide alimentaire en produits laitiers, on a prévu de réduire les dons d'aide financière et les prêts à l'étranger, de 8 millions chacun. En réalité, cette somme de 16 millions résulte d'une correction des estimations sur la base des résultats des années écoulées – en particulier 1987 – où les dépenses effectives pour des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement n'ont pas atteint les montants budgétisés. A noter que les corrections envisagées par le Conseil fédéral et approuvées tant par le Conseil national que par notre commission n'ont pas d'influence sur la part de l'aide publique suisse au développement par rapport au produit national brut, au sens voulu par la comparativité internationale. Bien entendu, et toujours à l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, il n'est pas question de réduire le montant des avances à la garantie pour les risques à l'exportation. Ces avances sont budgétisées à 260 millions, alors que nous venons, par la voie du second supplément du budget pour 1988, de les porter, pour l'année courante, à 440 millions. Nous sommes dans l'attente de plus en plus impatiente du rapport du Conseil fédéral sur cet important et préoccupant sujet de la GRE qui inquiète à juste titre les Commissions des finances. Il est certain qu'on ne peut laisser la situation évoluer sans réagir, et il est tout aussi certain que la réaction doit dépasser les modifications prévues de l'ordonnance sur les émoluments.

A l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, l'OFIAMT, le Conseil fédéral propose un étalement des versements au Fonds d'aide à l'investissement dans les régions de montagne, qui s'élèveront donc, l'an prochain, si cette proposition est approuvée, à 47 au lieu de 57 millions. Le Conseil national et votre commission sont d'accord sur ce point. Déjà mentionné à l'important budget de l'OFIAMT, un nouvel effort est prévu pour la formation professionnelle, qui se chiffre par des dépenses supplémentaires de plus de 50 millions par rapport au budget 1988 et de 28 millions par rapport aux comptes 1987.

A l'Office fédéral de l'agriculture, dont le budget dépasse 2100 millions avec un taux de couverture des dépenses par les recettes qui atteint 38,8 pour cent, plusieurs types de réductions sont prévus dans le total de 276 millions d'économies proposées par le Conseil fédéral. Toutes ces propositions ont trouvé l'assentiment du Conseil national, non sans quelques débats qui se renouvelleront probablement dans notre conseil.

Pour reprendre les choses dans l'ordre, rappelons qu'il s'agit tout d'abord, à l'Office fédéral de l'agriculture, d'étaler le programme et de fixer plus rigoureusement les priorités au sujet des crédits annuels pour l'amélioration des structures dans le domaine de l'utilisation du lait, qui devraient passer, l'an prochain, de 10 à 5 millions. Cet objectif budgétaire n'est pas contesté.

Il en va de même pour une diminution de 5 millions des crédits annuels pour les améliorations foncières et constructions rurales qui restent néanmoins fixés à l'important montant de 127 millions dont, selon l'usage, environ les deux tiers seront alloués en faveur des régions de montagne et des constructions dans la zone préalpine.

En revanche, la diminution des crédits d'investissements à l'agriculture est contestée par une proposition de M. Zumbühl qui veut en rester aux 46,25 millions initialement inscrits par le Conseil fédéral au budget 1989, lequel Conseil fédéral en a par la suite prévu la diminution de 20 millions. La justification de cette diminution a convaincu la nette

majorité de votre commission, qui a souscrit globalement à toutes les réductions concernant le secteur de l'agriculture par 8 voix contre 2. La réduction des crédits à l'investissement dans l'agriculture s'explique notamment de la manière suivante: pour les prêts concédés en la matière, les montants sont mis initialement à disposition par la Confédération mais sont ensuite remboursables aux cantons, lesquels peuvent, s'ils y a lieu, les réutiliser immédiatement. Ces remboursements ne sont pas négligeables puisqu'ils ont permis aux cantons d'encaisser, dans l'année courante, 230 millions de francs, dont 226 sont encore disponibles, ce qui semble indiquer plutôt un manque de besoin qu'une masse de projets en attente.

Un mot encore concernant le «gros» morceau du budget de l'Office fédéral de l'agriculture, à savoir le compte laitier. Une nouvelle fois, on parvient à éviter – mais de justesse – de passer la barre du milliard. Selon les prévisions qui ont d'ailleurs confirmé, année après année, leur caractère aléatoire, le compte laitier devrait se tenir juste en-dessous de la barre symbolique du milliard, avec 998 574 000 francs inscrits au budget. Les dépenses pour le placement du fromage représentent, à elles seules, la moitié de cet impressionnant total, ce qui a motivé, au Conseil national, une proposition de réduction de l'ordre de 22 millions, pour en rester au montant inscrit au budget 1988. Cette idée a probablement produit l'effet démonstratif recherché par son auteur, mais a connu le sort qu'elle méritait, à savoir un rejet massif. Il est en effet inutile de réduire artificiellement les frais de placement du fromage pour inciter à une transformation accrue en beurre encore beaucoup plus coûteuse pour la Caisse fédérale.

Enfin, en ce qui concerne l'Office fédéral du logement, le Conseil fédéral propose une faible réduction de 2 millions au titre de l'amélioration du logement dans les régions de montagne. Les crédits passeront ainsi de 15 millions, selon les comptes 1987, à 16,8 millions, comme au budget 1988, au lieu d'atteindre les 18,8 millions initialement prévus au budget 1989. Une minorité de notre conseil, emmenée par M. Cavelti, trouve cette diminution inopportune, jugeant que le besoin est assez évident et urgent pour que l'on ne procède pas à un étalement du programme exécuté avec l'aide de la Confédération, à raison de 10 à 30 pour cent selon la capacité financière des cantons concernés, et cela en vertu de la loi fédérale du 20 mars 1970. Tout en reconnaissant l'importance de ce mode d'encouragement de la Confédération, la majorité de votre commission vous recommande, toujours par 8 voix contre 2, de souscrire aux propositions du Conseil fédéral déjà adoptées par le Conseil national. Le budget 1989 resterait donc au même niveau que celui de 1988.

Pour éviter d'avoir à reprendre la parole sur le budget de l'économie publique, je voudrais faire état ici, en conclusion, d'une préoccupation personnelle mais qui, je l'espère, est partagée par plusieurs d'entre vous; il s'agit de l'encouragement à la recherche en matière d'agriculture biologique. Au poste de l'Office de l'agriculture, 463.03, figure un montant de 336 000 francs pour le financement de divers travaux de recherche. La moitié environ de ce montant est consacré annuellement à la recherche agro-biologique, conduite principalement à la station d'Oberwil.

Or, lesdites recherches devraient être sensiblement mieux dotées. On a parlé de 1,3 à 1,4 million, si l'on voulait respecter, pour l'encouragement de la recherche, la même proportion que celle des exploitations biologiques par rapport à l'ensemble des exploitations agricoles.

Suite à une proposition dans ce sens de M. Nebiker, conseiller national, et de la discussion qui s'en est suivie la semaine dernière dans l'autre Chambre, M. Stich, conseiller fédéral, a promis d'examiner une intensification de l'encouragement à l'agrobiologie et à la recherche en la matière, qui devrait se concrétiser au plus tard à la faveur du budget 1990. Je fais certes confiance dans ce sens au Conseil fédéral et à l'Office fédéral de l'agriculture mais je serai vraiment convaincue des bonnes intentions en la matière si M. le président de la Confédération voulait bien nous les confirmer.

Zumbühl: Den berühmten Rotstift kann man auch zum Unterstreichen und nicht nur zum Durchstreichen gebrauchen. So habe ich die Position «Investitionskredite» ihrer Bedeutung nach rot unterstrichen und deren Wirksamkeit aus der Sicht von unten, gleichsam an der Front, etwas genauer unter die Lupe genommen. 1,3 Milliarden sind im Umlauf; sie werden ausgeliehen und im Mittel etwa in 14 Jahren wieder zurückbezahlt. Im gesamten betrachtet ist dies eine gewaltige Summe, die zur Strukturverbesserung der Landwirtschaft ohne Zweifel einen wertvollen Beitrag leistet. Im Nationalrat hat man davon gesprochen, dass jährlich 230 Millionen Franken zurückbezahlt werden. Ganz richtig ist es aber so, dass im Jahre 1988 148 Millionen zurückbezahlt wurden, 55 Millionen sind neu dazugekommen; es standen also 203 Millionen zur Verfügung. Nach dem Beschluss des Nationalrates würden für 1989 151 Millionen zurückbezahlt, plus 26 Millionen neu, ergibt 177 Millionen, somit gegenüber dem Vorjahr 13 Prozent weniger. Ich habe in meinem Kanton etwas Umschau gehalten. 12 Millionen sind bei uns im Umlauf. 1,2 Millionen beträgt die jährliche Rückzahlung. 1988 hat der Kanton Nidwalden von diesen 55 budgetierten Millionen 300 000 Franken erhalten. Total 1,5 Millionen standen im Jahr 1988 zur Verfügung, 50 000 bis 60 000 Franken im Mittel pro Fall, ergibt 25 bis 30 Fälle. Aber schon 1987 waren 64 Gesuche eingegangen, am Ende des Jahres bestanden in unserem Kanton 258 Darlehensverträge, die Warteliste wird immer grösser, neue Aufgaben kommen dazu im Bereich des Gewässerschutzes usw. Es ist zu beachten, dass auch die Kredite für Subventionen an Bodenverbesserungen gekürzt wurden. Deshalb wird die Restfinanzierung für den Subventionsempfänger immer problematischer. Es ist ferner zu beachten, dass die in Umlauf gesetzten Kredite zufolge der jährlichen Teuerung an Kaufkraft einbüßen.

Dass ein Bauer, der auf Investitionskredite angewiesen ist, noch keineswegs aller Sorgen enthoben ist, mag das folgende kleine Beispiel aus unserem Kanton zeigen, ein Fall von vielen. Ein Hausneubau kostet 470 000 Franken, Eigenleistung des Bauern 135 000 Franken, Subvention 60 000 Franken, Bankkredit 200 000 Franken, Investitionskredit 75 000 Franken. Er muss also jährlich vom Investitionskredit 5000 Franken zurückzahlen, 10 000 Franken an Bankzinsen leisten, das gibt rund 15 000 Franken Belastung für einen Bergbauern. All das, was ich da sage, hat mit Jammern überhaupt nichts zu tun. Das sind einfache Fakten, die nicht mit – an sich guten – Sprüchen abgetan werden können.

A propos Jammern: Ich habe auch schon Finanzsachverständige und andere ehrenwerte Leute jammern gehört. Die Bauernarbeit ist hart, sie dauert im Mittel pro Tag etwa zehn bis zwölf Stunden oder in der Woche 50, 60, 70 Stunden. Im Rückblick auf die Abstimmung vom letzten Sonntag muss man doch etwas aufhorchen. Ein deutsches Sprichwort sagt: Wenn die Arbeit so leicht wär, so tät's der Bürgermeister selbst!

Abschliessend halte ich fest, dass die Investitionskredite eine bewährte und äusserst wichtige Massnahme in unserer Agrarpolitik darstellen. Die Leidtragenden der Kürzung sind jene Landwirte, die in den nächsten Jahren unaufschiebbare Investitionen tätigen müssen und für deren Finanzierung auf einen zinsgünstigen Agrarkredit angewiesen sind. Die Absichten und Bemühungen eines umsichtigen Chefs unseres Finanzdepartementes in Ehren und Hut ab auch vor dem Sparwillen des Nationalrats; aber ich meine, man sollte trotzdem bei Sparübungen das Augenmass nicht ganz verlieren.

Ich bitte Sie dringend, meinem Antrag zuzustimmen. Wenn wir zustimmen, werden die Bergbauern gegenüber dem Jahr 1988 trotzdem neun Millionen Franken weniger erhalten. Es gibt hier also doch eine Einsparung.

Seiler: Ich kann mich kurz fassen. Ich bitte Sie, dem Antrag zuzustimmen. Noch ein Argument dazu.

Wir haben kürzlich das Gewässerschutzgesetz revidiert und dort festgehalten, dass zukünftig ein Landwirt, der Tiere hält, eine Jauchegrube für minimal drei Monate haben

muss. Im Talgebiet, wo ja keine Subventionen für Hoch- und Tiefbauten mehr ausbezahlt werden, ist es sehr wichtig, dass wir mit Investitionskrediten helfen können, damit dieses Ziel rasch erreicht wird, damit die Gewässer möglichst bald entlastet werden.

Ich bitte Sie also, dem Antrag zuzustimmen.

Bundespräsident Stich: Zuerst die Bestätigung für Frau Jaggi. Wir sind gewillt, dies zu tun. Wir werden dem Volkswirtschaftsdepartement einen entsprechenden Brief schreiben. Wir werden also nach Lösungen suchen und auch die Kompensation vorschlagen, damit wir einen Entscheid treffen können.

Im weiteren geht es ja nicht ums Jammern, es geht auch nicht darum, die Arbeit als minderwertig einzuschätzen. Die Beurteilung des letzten Sonntags lässt verschiedene Schlüsse zu. Wenn man sieht, dass einzelne Kantone beispielsweise die Arbeitszeitverkürzungs-Initiative mit etwa 90 Prozent abgelehnt haben, könnte man daraus schliessen, dass die Intensität der Arbeit vielleicht nicht gleich empfunden wird wie bei einem Industriearbeiter, der unter allen möglichen Einflüssen von morgens früh bis abends spät in der Produktion steht. Der wäre vielleicht froh, wenn er wieder einmal in der freien Natur arbeiten könnte. Diese Vergleiche schätze ich nicht so sehr.

Hier geht es auch nicht so sehr darum zu kürzen, sondern es geht darum, Proportionen zu wahren. Wenn die Berglandwirtschaft Solidarität jahraus, jahrein verlangt, dann darf sie für einmal mit den anderen solidarisch sein, wenn es darum geht, nicht ganz das Maximum dessen, was man eigentlich erwarten könnte, zu bekommen.

Die Kürzung von etwa 46 auf 26 Millionen Franken sieht natürlich im ersten Moment schrecklich aus. Aber wenn man bedenkt, dass immerhin etwa 250 Millionen Franken, also eine Viertelmilliarde Franken, für neue Investitionen zur Verfügung steht, dann darf man ruhig sagen: Das genügt. Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	17 Stimmen
Für den Antrag Zumbühl	17 Stimmen

Mit Stichentscheid des Präsidenten wird der Antrag der Kommission angenommen – Avec la voix prépondérante du président, la proposition de la commission est adoptée

Cavelty, Sprecher der Minderheit: Hier geht es nicht nur um die zwei Millionen Franken, sondern dahinter steckt eine grundsätzliche Frage. Wohnbausanierungen sind etwas vom Besten zugunsten des Berggebietes. In diesem Sektor ist noch viel zu tun, damit unsere Mitbürger im Berggebiet zeitgemäss leben können, was für sie und für die Besiedelung des Berggebietes allgemein wichtig ist. Deshalb sollten wir zeigen, dass wir die Hilfe für gut und notwendig halten und die zwei Millionen Franken nicht kürzen. Ich bitte um Zustimmung.

Bundespräsident Stich: Es gilt hier nicht ganz das gleiche, aber der Grundsatz ist der gleiche. Auch hier sollte man eine gewisse Solidarität üben und auch hier die Kürzung durchziehen; denn sonst wäre es gegenüber anderen ungerecht. Es ist nicht eine effektive Kürzung. Es wird trotzdem mehr aufgewendet als letztes Jahr. Aber der Zuwachs ist nicht so gross, wie er vorgesehen war. Ich bitte Sie also auch hier, Kommission und Bundesrat zuzustimmen.

Danloth: Ich habe vom Herrn Bundespräsidenten eine Antwort auf die spezifische Aussage von Herrn Vizepräsident Cavelty erwartet und diese nicht erhalten. Deshalb möchte ich doch das Wort ergreifen. Ich glaube nicht, dass man hier einfach von Opfersymmetrie sprechen kann. Wenn hier tatsächlich ein Ueberhang besteht in der Abwicklung, müsste man sich fragen, ob nicht eine Verbesserung im administra-

tiven Ablauf vorgenommen werden sollte, anstatt die Kredite zu kürzen.

Als ehemaliges Mitglied einer Regierung eines Bergkantons muss ich Ihnen gestehen: Hier ist ein Problem vorhanden, das wir nicht einfach mit diesen Kürzungen bewältigen können! Ich bin fest davon überzeugt, dass Wohnbausanierung ein wichtiger Beitrag gegen die Abwanderung ist. Junge Bauern, die ohnehin viel Idealismus aufbringen müssen, damit sie dem Berggebiet treu bleiben, können wir auf diese Weise ermuntern und ihnen ermöglichen, eine Familie aufzubauen, ein Mädchen zu finden, das sie heiratet. Auch hier fragt man: «Wie wohnst Du, kann ich hier überhaupt einen Haushalt führen?» Hier geht es um ganz konkrete Fragen des täglichen Lebens. Ein kleiner Beitrag kann tatsächlich Wunder wirken und helfen, Probleme zu lösen. In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, der ersten Budgetierung des Bundesrates, die nicht aus der Luft gegriffen war, sondern von der Verwaltung in Zusammenarbeit mit den Kantonen erarbeitet worden ist, zu folgen und diese Streichung abzulehnen.

Schönenberger, Berichterstatter: Ich bitte Sie, der Kommissionmehrheit zuzustimmen und den Grundsatz der Verhältnismässigkeit nicht aus den Augen zu verlieren. Hätte der Bundesrat in seinem ursprünglichen Entwurf 15 Millionen Franken eingesetzt, wäre es keinem Menschen in den Sinn gekommen, hier um weitere zwei Millionen zu diskutieren. Weil man aber ursprünglich 18,8 Millionen eingesetzt hat und jetzt eine Kürzung von zwei Millionen vornimmt, verfällt man bereits wieder in grosses Nachdenken. Diese Kürzung spielt aber wirklich keine Rolle. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Bundespräsident **Stich**: Diese Beiträge sind in den Jahren 1986/87 um einen Viertel erhöht worden. Auch mit dieser Kürzung kommt noch ein Zuwachs von 1,8 Millionen Franken gegenüber 1987 zustande. Ich wäre dankbar, wenn Sie hier nun doch dem jetzigen Antrag des Bundesrates zustimmen. Gerade die Vertreter der Bergkantone möchte ich daran erinnern, dass es manchmal gut wäre, auch in anderen Fragen ein bisschen mehr Solidarität zu zeigen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	18 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	16 Stimmen

Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement Département des transports, des communications et de l'énergie

Masoni, Berichterstatter: Wir beschränken unsere Berichterstattung auf einige Punkte, die in der Kommission eingehend behandelt worden sind.

Zuerst die Personalfragen: Wir haben gegenüber dem Departement beanstandet, dass das Departement in der Effilebung nur eine kleine Stellenreduktion machen konnte. Das Departement hat aber überzeugend dargestellt, dass die Aufgaben in den Bereichen Energie, Medien und Verkehr unverhältnismässig stark zugenommen haben. Das Problem der «unechten» Hilfskräfte wird von unserer Kommission demnächst eingehend behandelt werden.

Zu 802: Wir haben die Tarifannäherungsbeiträge näher geprüft. Das System ist heute kompliziert. Es gibt Bagatellbeiträge, die die Verfahrenskosten kaum rechtfertigen. Das Departement hat beschlossen, Beiträge unter 1000 Franken nicht mehr auszuzahlen und zu versuchen, durch Gesetzesrevision die Tarifannäherung in die Abgeltung gemeinwirtschaftlicher Leistungen zu integrieren, um somit nur einen Bundesbeitrag auszurichten, was eine Vereinfachung bringen würde.

Zu 803: Die Flugsicherung ist jetzt kostendeckend. Mit der Ausbesserung und Vereinfachung gewisser organisatorischer und rechtlicher Aspekte befasst sich zurzeit die Geschäftsprüfungskommission.

Zu den beantragten Kürzungen: Es sind Schätzungsberichtigungen, die keine eigentliche Kürzung, sondern nur Kostenverschiebungen auf die nächsten Jahre bedeuten. Beim Tunnel Monte Olimpino ist die Kürzung von 20 Millionen damit begründet, dass Italien die Zahlungsaufforderung nicht rechtzeitig eingereicht hat. Beim Vereina-Tunnel ist die Kürzung Folge der verspäteten Bauarbeiten wegen der vielen Einsprachen. Beim Strassenbau Nationalstrassen haben wir eine Kürzung von 65 Millionen Franken. Wir haben uns beim Amt für Strassenbau vergewissert, dass diese Kürzung vertretbar ist. In der Bewertung so grosser Ausgaben liegt immer ein Element der Unsicherheit. Wir sind bereits jetzt etwas in Verzug mit der Ausführung, so dass man diese Kürzung ohne Schwierigkeiten in Betracht ziehen kann.

Aus diesen Gründen empfiehlt Ihnen die Kommission, dem Budget des Departementes und den dargestellten Kürzungen zuzustimmen.

Genehmigt – Approuvé

Gesamtvoranschlag – Budget général

Genehmigt – Approuvé

Versicherungskasse – Caisse fédérale d'assurance

Rüesch, Berichterstatter: Die Kommission begrüsst die Bemerkung auf Seite 39 in der Botschaft: «Sie (die Arbeitgeberbeiträge an die Eidgenössische Versicherungskasse) werden seit den fünfziger Jahren nicht über die Finanzrechnung, sondern über die Rechnung der Vermögensveränderungen in der Gesamtrechnung des Bundes erfasst. Mit Vereda sollen im Interesse einer grösseren Transparenz auch die Arbeitgeberbeiträge wieder der Finanzrechnung belastet werden.» Die Kommission erachtet dies als richtig, die Transparenz des Budgets ist notwendig.

Genehmigt – Approuvé

Verpflichtungskredite – Crédits annuels d'engagements

Jagmetti: Ich bin mir bewusst, dass es nicht sehr erwünscht ist, jetzt noch etwas Grundsätzliches zu sagen. Doch möchte ich zu den Verpflichtungskrediten mit Bezug auf das EMD etwas bemerken.

Wir haben bei den Verpflichtungskrediten, die wir mit dem Budget genehmigen, Posten, die grösser sind als jene, die uns mit besonderer Botschaft beantragt werden. Die Konsequenz ist, dass wir uns einerseits über einen Teil dieser Mittel sehr eingehend unterhalten, sie sorgfältig prüfen, an Ort und Stelle schauen, ob sie ins Konzept passen, dass wir aber andererseits mit dem Voranschlag eine Reihe von Krediten in mindestens gleicher Höhe – ich vergleiche die Höhe der heute zu beschliessenden Kredite mit jener der Baubotschaft, nicht mit jener des Rüstungsprogramms – genehmigen. Das ist unerfreulich, weil sich nämlich zwei verschiedene Kommissionen damit befassen, obschon sehr enge Zusammenhänge zwischen beiden Krediten bestehen. Beispiel: Mit dem Rüstungsprogramm haben wir dieses Jahr über die Kampfwertsteigerung des Panzers 68 beschlossen, und jetzt beschliessen wir mit dem Budget – Verpflichtungskredit AEB – über die Kampferhaltung des gleichen Panzers. Da sind also enge Verbindungen, und es ist vor allem für die Militärkommission nicht sehr befriedigend, dass sie die mit Botschaft vorgelegten Verpflichtungskredite überprüfen kann, dann aber mit dem Budget noch einmal ganz erhebliche Beträge beantragt werden. Die Militärkommission hat sich zwar dieses Jahr auch mit den nun zu beschliessenden Krediten auseinandergesetzt; sie hat auch die entsprechenden Auskünfte verlangt; ich danke dafür. Der ganze Zusammenhang zwischen Sonderbotschaften und Verpflichtungskrediten mit dem Budget scheint mir dennoch einer gewissen Ueberprüfung wert zu sein, vor allem dort, wo der enge Zusammenhang besteht.

Mir wäre lieber, wir könnten über Verpflichtungskredite in dieser Höhe im gleichen Sinne wie beim Rüstungsprogramm und beim Bauprogramm beschliessen. Inhaltlich habe ich nichts daran auszusetzen, und ich bin froh, dass man hier nicht gekürzt hat.

Genehmigt – Approuvé

Bundesbeschluss über den Voranschlag der Schweizerischen Eidgenossenschaft für das Jahr 1989
Arrêté fédéral concernant le budget de la Confédération suisse pour l'année 1989

Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission
 Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Minderheit

(Hefti, Schönenberger)

– 34 512,5 Etatstellen

zuzüglich 235 neue

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3 und 4

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Hefti, Schönenberger)

– 34 512,5 postes

(.... plus 235)

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3 et 4

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 1 – Al. 1

Schönenberger, Sprecher der Minderheit: Ich mache es kurz und würde es noch kürzer machen, wenn ich zum vorneherein mit Ihrer Zustimmung rechnen könnte. Im Minderheitsantrag geht es darum, die Etatstellen um 30 Einheiten zu kürzen. Seit wir beim Bund positive Rechnungsabschlüsse haben – seit dem Jahre 1986 – hat die Ausgabenfreudigkeit des Parlamentes sehr stark zugenommen. Ich erinnere nur an die verschiedenen Beschlüsse, die jeweils über die bundesrätlichen Anträge hinaus gefasst werden. Es handelt sich jährlich um Beträge, die 100 Millionen Franken weit übersteigen. Aber es scheint, dass die Forderung nach Personalstopp in gewissen Köpfen «eingeschlafen» ist.

Man hat mir schon in der Kommission vorgeworfen, der Bundesrat habe eine Kürzung von 497 auf 235 Stellen vorgenommen. Dabei sind die 40 Stellen für den Asylbereich noch

ausgeklammert. Der Insider weiss, dass die starke Hand unseres Bundespräsidenten hier mitgewirkt hat. Ich bin der Auffassung, dass trotz dieser Kürzung von 497 auf 235 Stellen ein weiterer Akzent gesetzt werden muss.

Ich verzichte darauf, dem Herrn Bundespräsidenten die Gewissensfrage zu stellen, ob diese Kürzung «drinliege» oder nicht. Ich weiss, dass er dem Kollegialitätsprinzip verpflichtet ist und möchte ihn nicht dazu bringen, dieses zu verletzen. Die Antwort ist aber klar. Mit einem Vorschlag, 30 weitere Stellen zu kürzen, bewegen wir uns in bescheidenem Rahmen. Wenn Sie nämlich einmal nachsehen, wie sich die Stellen zusammensetzen – 40 für Asylbewerber, 90 ETH, 40 Zollverwaltung, 45 Militärdepartement, 11 Bundesgericht –, dann bleiben noch 49 Stellen für die zivilen Departemente. Von diesen 49 Stellen verlangt allein das eidgenössische Departement des Innern 23 Stellen – laut Bericht des Bundesrats. So soll beispielsweise das Büro für Gleichstellung Frau und Mann mit zwei weiteren Stellen dotiert werden, nachdem der Bundesrat dieses Büro soeben beschlossen und bereits aus seinem Kontingent dafür zwei Stellen freigegeben hat. Jetzt soll es gleich von Anfang an auf vier Stellen erhöht werden. Man könnte doch hier ruhig mit zwei beginnen und dann langsam aufbauen, wenn man weiss, was dieses Büro unternehmen will.

Oder das Bundesamt für Gesundheitswesen soll sechs, jenes für Sozialversicherung zwei und das Bundesamt für Umweltschutz sogar zehn neue Stellen erhalten. Das gleiche liesse sich auch von den anderen Departementen sagen. Ich bitte Sie also, hier ein Zeichen zu setzen und zu beweisen, dass wir uns auch in guten Zeiten – sie sind ja bereits nicht mehr so gut, wie sie auch schon waren, und sie sind noch nicht sehr lange gut – zu bescheiden wissen. Wir müssen hier den Bundespräsidenten in seinem Kampf gegen den überbordenden Personalzuwachs unterstützen. Ich bitte Sie daher, dem Minderheitsantrag zuzustimmen, wobei ich selbstverständlich die Auffassung verrete, dass nicht einseitig gekürzt werden soll. Die Opfersymmetrie soll auch hier Früchte tragen. Ich sehe beispielsweise nicht ein, weshalb nicht auch beim DFF ein paar Stellen weggenommen werden könnten. Ich finde es nicht richtig, wenn es immer die gleichen Departemente, die gleichen Bundesämter sind, die hier Opfer bringen müssen, während sich andere fortwährend ausdehnen.

Ich bitte Sie also um Zustimmung zur Minderheit.

Bundespräsident Stich: Ich danke für das Vertrauen, das mir Herr Schönenberger ausgesprochen hat. Auf der anderen Seite wäre es ja wirklich schade, wenn wir jetzt noch eine Differenz zum Nationalrat schaffen würden. Schon das wäre ein Grund, Ihren Antrag abzulehnen.

Man kann natürlich immer wieder über die Berechtigung von Stellenbegehren diskutieren. Aber man muss auch sehen, dass die Aufgaben zunehmen. Es wäre nicht ganz leicht verständlich, wenn Sie ausgerechnet bei der Verwaltung kürzen würden, nachdem das Parlament selber sechs zusätzliche Stellen verlangt und damit 12,5 Prozent Stellenzuwachs erreicht. Wollten wir ebensoviel für uns erreichen, dann hätten wir jedenfalls viel, viel mehr Stellen verlangen müssen, als wir das tatsächlich getan haben.

Schönenberger, Sprecher der Minderheit: Der Vergleich hinkt natürlich, Herr Bundespräsident.

Ich weiss, und Sie wissen auch, dass ich von den sechs zusätzlichen Stellen für das Parlament nicht überzeugt bin, aber ich habe mich hier der Mehrheit gefügt.

Aber Sie wissen ebenso gut wie ich, dass es vielleicht alle fünfzig Jahre einmal vorkommt, dass das Parlament eine Stelle mehr für sich beschliesst. Bei der Verwaltung hingegen ist das ein jährlich wiederkehrendes Ereignis.

Ich bitte Sie nochmals, der Minderheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit

10 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit

18 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2
Angenommen – Adopté

Abs. 3 und 4 – Al. 3 et 4
Angenommen – Adopté

Art. 3 und 4
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 3 et 4
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 25 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1989

Budget de la Confédération 1989

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.052
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.12.1988 - 09:15
Date	
Data	
Seite	852-864
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 110

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.